

République Française
Département de l'Isère
Commune de REVEL

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mil vingt-cinq, le dix-neuf juin, le Conseil Municipal de la commune de Revel dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Madame Coralie BOURDELAIN, Maire.

Nombre de membres afférents au conseil municipal : 15

En exercice : 15

Ayant pris part au vote : 15

Date de convocation du Conseil Municipal : 12 juin 2025

PRESENTS :

Coralie BOURDELAIN, Maire

Patrick HERVE, Sandrine GAYET, Vincent PELLETIER, Adjoints

Mireille BERTHUIN, Caroline DRIOL, Frédéric GEROMIN, Cathy PELOSO, Astrid BOUCHARD, Anne IZABELLE, Thierry RUTGE, Christophe CORBET, conseillers municipaux.

PROCURATIONS : Stéphane MASTROPIETRO à Coralie BOURDELAIN, Antoine CREZE à Sandrine GAYET, Dominique CAPRON à Patrick HERVE.

Lesquels forment la majorité des membres en exercice. Il a été, conformément aux dispositions de l'article L2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, procédé à l'élection d'un secrétaire pris dans le sein du Conseil.

M. Hervé, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désigné pour remplir ces fonctions, qu'il a acceptées.

DELIBERATION 2025-29

Objet : Approbation du règlement du cimetière communal

Madame la Maire présente au Conseil municipal la mise à jour du règlement du cimetière communal, annexée à la présente délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Le conseil municipal, à l'unanimité,

- APPROUVE le règlement du cimetière communal annexé à la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré à Revel, le 19 juin 2025

Pour extrait certifié conforme.

Coralie BOURDELAIN

Maire de Revel



Patrick HERVE

Secrétaire de séance



Envoyé en préfecture le 24/06/2025

Reçu en préfecture le 24/06/2025

Publié le



ID : 038-213803349-20250619-DEL_20250619_29-DE

Arrêté n° 2025/XX **REGLEMENT DU CIMETIERE**

Le maire de la commune de Revel,

Vu la loi du 8 janvier 1993 mettant fin au monopole communal du service extérieur des Pompes funèbres,
Vu la loi n°2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,
Vu le décret n°2011-121 du 28 janvier 2011 relatif aux opérations funéraires,
Vu la loi n°2014-110 du 6 février 2014 visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national,
Vu l'arrêté du 4 mai 2017 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits phytopharmaceutiques et de leurs adjuvants visés à l'article L253-1 du code rural et de la pêche maritime,
Vu le Code Civil et, notamment, ses articles 78 et suivants,
Vu le Code pénal et, notamment, ses articles 225-17 et 225-18,
Vu le Code des pensions militaires,
Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, ses articles L2213-7 à L2213-15 et R2213-2 à R2213-57, L2223-1 à L2223-18 et R2223-1 à R2223-23,
Vu la délibération n°2025-28 du conseil municipal du 19/06/2025 approuvant le présent règlement du cimetière
Considérant la nécessité d'actualiser l'ancien règlement du cimetière approuvé par le Conseil Municipal en date du 28/09/2011,
Considérant les délibérations du conseil municipal fixant les tarifs et statuant sur toutes les clauses qui ne relèvent pas de la police municipale des cimetières non visées au présent règlement,

I- Dispositions générales

1) Composition du cimetière

Le cimetière est divisé en deux parties : l'ancien et le nouveau cimetière.

Le cimetière comprend :

- des concessions pour fondations de sépultures privées
- un ossuaire situé dans l'ancien cimetière
- trois columbariums situés dans le nouveau cimetière
- trois cavurnes situés dans le nouveau cimetière
- un dépositaire situé dans l'ancien cimetière
- un jardin du souvenir situé dans le nouveau cimetière

Les portes du cimetière doivent être impérativement fermées après chaque usage, afin d'éviter toute divagation d'animaux dans l'enceinte de celui-ci.

La commune ne possède ni conservateur, ni fossoyeur, ni gardien.

2) Comportement

Le maire ou son représentant est chargé de la police du cimetière.

L'entrée du cimetière est interdite aux personnes ivres, aux marchands ambulants, aux enfants de moins de 10 ans non accompagnés, aux personnes qui ne seraient pas vêtues décemment. Il est également interdit d'y introduire des animaux, à l'exception des chiens accompagnant une personne malvoyante ou handicapée.

L'ordre, la décence et la tranquillité doivent être assurés et par conséquent sont interdits :

- les cris, les chants, la diffusion de musique (sauf à l'occasion d'une inhumation), les conversations bruyantes
- les sonneries de téléphone portable lors des inhumations
- le fait d'escalader les murs de clôture, les sépultures, de traverser les carrés, de monter sur les monuments et pierres tombales, de couper ou d'arracher des plantes sur les tombes d'autrui, d'endommager de quelque manière les sépultures
- le dépôt des ordures à des endroits autres que ceux réservés à cet usage. Des bacs de tri sont à votre disposition
- le démarchage et la publicité, à l'intérieur ou aux portes du cimetière
- l'apposition d'affiches, de tableaux ou autre signe d'annonce sur les murs ainsi qu'à l'intérieur du cimetière, à l'exception des avis et arrêtés émanant de l'Administration municipale
- la prise de photographies ou le tournage de films sans autorisation de l'administration
- d'inhumer des cadavres d'animaux ou de disperser leurs cendres
- d'emporter du matériel mis à la disposition du public et d'utiliser l'eau à d'autres fins que l'arrosage des plantes et petit nettoyage des tombes

Tout individu (y compris les ouvriers y travaillant) qui enfreindrait ces dispositions ou qui ne se comporterait pas avec toute la décence requise dû à la mémoire des défunts sera expulsé sans préjudice des poursuites de droit.

3) La circulation

La circulation de tout véhicule à moteur ainsi que des bicyclettes est interdite dans l'enceinte du cimetière, à l'exception :

- des fourgons funéraires
- des véhicules techniques municipaux
- des voitures de service et des véhicules utilisés par les entrepreneurs de monuments funéraires pour le transport de matériaux et pour des travaux dûment autorisés par le Maire
- des véhicules des personnes à mobilité réduite

Les véhicules autorisés à pénétrer dans l'enceinte du cimetière devront rouler au pas.

Les cycles et cyclomoteurs ne peuvent être entreposés à l'intérieur du cimetière.

4) Vol au préjudice des familles

La commune ne peut être tenue responsable des vols et dégradations qui sont commis au préjudice des familles. Toute personne constatant un préjudice, tel que vol, dégradations sur sa sépulture ou sur celle d'un proche, peut déposer une plainte auprès de la gendarmerie et effectuer un signalement auprès de la mairie (par mail). Les intempéries et catastrophes naturelles, la nature du sol et du sous-sol du cimetière, ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la commune.

II- Régime des Concessions au cimetière et des cases aux columbariums et cavurnes

Les plans, registres et titres de concession sont déposés et conservés à la mairie.

1) Droit à l'inhumation

La sépulture dans le cimetière communal est due :

- aux personnes décédées sur le territoire de la commune, quel que soit leur domicile
- aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune alors même qu'elles seraient décédées dans une autre commune.
- aux personnes ayant droit à l'inhumation dans une sépulture de famille dans le cimetière communal, quels que soient leur domicile et leur lieu de décès.
- aux Français établis hors de France n'ayant pas de sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Le maire peut autoriser, à titre exceptionnel, dans la mesure où l'espace disponible le permet, l'inhumation dans le cimetière communal de personnes n'entrant pas dans les catégories de personnes désignées ci-dessus, mais démontrant des liens particuliers avec la commune. Dans ce cas, une demande motivée devra être formulée à la mairie, par écrit.

2) Le Choix des emplacements

Les emplacements réservés aux sépultures sont désignés par le Maire ou les agents délégués à cet effet par lui-même, en fonction du terrain et de l'aménagement du site.

3) Inhumation et exhumation

Toute inhumation, exhumation ou réinhumation doit faire l'objet d'une demande préalable d'autorisation écrite auprès de la mairie (par mail mairie@revel-belledonne.com ou par courrier à Mairie 74 place de la mairie 38420 REVEL). La demande devra être adressée soit par le plus proche parent du défunt, qui devra justifier de son état civil, de son domicile et de la qualité en vertu de laquelle il formule sa demande, soit par l'agent des pompes funèbres désigné par la famille.

Les exhumations seront effectuées en dehors des horaires d'ouverture du cimetière au public, en présence des seules personnes ayant qualité pour y assister : parents ou mandataires de la famille et un représentant de la commune. Si le parent ou mandataire n'est pas présent, l'opération ne peut avoir lieu.

Une autorisation est également délivrée par le maire en cas de dépôt ou retrait d'une urne dans une sépulture.

Les inhumations ou exhumations sont faites par une entreprise funéraire dûment habilitée et choisie par la famille, soit dans des sépultures de terrain commun non concédé, soit dans des sépultures particulières concédées.

Il peut être procédé, à la demande de la famille, dans une même concession à la réduction de corps de la ou des personnes anciennement inhumées pour permettre l'inhumation de la personne nouvellement décédée. Cette opération doit être réalisée par un opérateur funéraire habilité et choisi par la famille.

Le dépôt ou le retrait d'une urne dans une case au columbarium ou au caverne ne peut être effectué qu'à la suite d'une demande émanant du ou des proches parents du défunt et après autorisation du maire. L'opération sera effectuée par un opérateur funéraire habilité choisi par la famille et à condition que la destination des cendres soit conforme aux articles L.2223-18-2 à 4 du Code général des collectivités territoriales.

4) Acquisition d'une concession et d'une case

Les personnes désirant une concession dans le cimetière ou une case au columbarium devront s'adresser à la Mairie de Revel (04.76.89.82.09 ou mairie@revel-belledonne.com)

Lors de l'acquisition de la concession, le concessionnaire doit préciser la catégorie souhaitée. En cas d'absence de précision, la concession est portée comme familiale.

Une concession est :

Soit

- **Une concession de famille** : peuvent y être inhumés : concessionnaire(s), conjoints et leurs enfants, ascendants, descendants, enfants adoptifs, collatéraux (frère, tante, neveux ...), alliés (membres de la belle famille dès lors qu'il y a eu mariage), toute personne ayant une attache de liens spécifiques

Soit

- **Une concession collective** destinée aux personnes nommément désignées sur l'acte de concession, qu'elles soient ou non des liens familiaux avec le concessionnaire

Soit

- **Une concession individuelle** destinée au seul concessionnaire

Dans tous les cas, les déclarants justifient de leur qualité et du droit du défunt à être inhumé dans la concession.

Les concessions sont hors du commerce, elles ne peuvent faire l'objet d'une cession à titre onéreux ni figurer dans un partage successoral.

La concession reste en état d'indivision entre les héritiers (conjoint, ascendant, descendant, autres liens affectifs, reconnaissance).

Les concessions sont susceptibles d'être transmises par voie de succession ou, selon certaines conditions, par voie de donation ou legs mais ne peuvent être revendues.

Le concessionnaire ne possède pas un droit de propriété, mais un droit de jouissance avec affectation spéciale et nominative du terrain concédé. Le terrain concédé demeure dans le Domaine Public Communal.

5) Durée d'une concession ou d'une case

En vertu de l'article L.2223-14 du Code général des collectivités territoriales, Les concessions de terrain peuvent être acquises pour une durée de 15 ans ou 30 ans. Une case aux columbariums ou aux cavurnes est acquise pour une durée de 15 ans ou 30 ans.

6) Dimensions d'une concession

Il peut être concédé des emplacements d'une superficie de 2m² (1mètre de largeur par 2 mètres de longueur). Il sera possible d'inhumer au maximum deux corps superposés dans une concession.

Les inhumations de terrain concédé peuvent avoir lieu en pleine terre ou dans un caveau en sous-sol.

Pour les concessions en pleine terre, chaque inhumation peut être effectuée par superposition.

Si un caveau a été construit, il peut y être procédé autant d'inhumations qu'il y a de places dans le caveau sauf à pouvoir procéder à des réductions de corps.

Selon le columbarium, la taille des cases proposées est différente.

Le columbarium « Les Mésanges » comportent 3 tailles de cases différentes :

- Petite case : hauteur 29 cm, largeur 39 cm, profondeur 42 cm
- Moyenne case : hauteur 39 cm, largeur 39 cm, profondeur 42 cm
- Grande case : hauteur 48 cm, largeur 39 cm, profondeur 42 cm

Chaque case du columbarium « Les Colombes » et du columbarium « Les Rossignols » peut accueillir 2 urnes de taille standard (soit environ 20 cm de diamètre et 25 cm de hauteur).

Chaque case des cavurnes « Les étoiles », « Les papillons », « Les lucioles » est un cube de 50 cm de côté et peut accueillir 4 urnes de taille standard (soit environ de 20 à 23 cm de diamètre et jusqu'à 30 cm de hauteur).

7) Les tarifs

Les tarifs d'une concession varient en fonction de la durée d'acquisition. Ces tarifs sont disponibles en mairie.

Les tarifs d'une case au columbarium ou au cavurne varient en fonction de la taille de celle-ci. Ces tarifs sont disponibles en mairie.

L'octroi d'une concession ou d'une case est subordonné au règlement préalable du tarif en vigueur fixé par délibération du conseil municipal dont 2/3 sont affectés au budget communal, et 1/3 est affecté au budget au Centre Communal d'Action Social.

8) Procédure de renouvellement d'une concession ou d'une case

Les concessions et les cases sont renouvelables. Il appartient aux concessionnaires ou à leurs ayants-droits de veiller à l'échéance de leur contrat de concession et d'en demander, s'ils le désirent, le renouvellement dans l'année précédant la date d'échéance ou dans les deux années suivants son terme.

Néanmoins, le renouvellement devient obligatoire dans les cinq ans avant son terme si une demande d'inhumation dans la concession est déposée pendant cette période ; dans ce cas, le concessionnaire règlera le prix de la concession renouvelée au tarif en vigueur au moment de la demande.

La date de prise d'effet du renouvellement est fixée au lendemain de la date d'échéance de la concession initiale et les tarifs seront ceux applicables à la date à laquelle le renouvellement a été effectivement demandé.

La mairie pourra refuser le renouvellement d'une concession pour les motifs relatifs à la sécurité et à la salubrité publique.

Une concession ne pourra faire l'objet d'un renouvellement que lorsque les travaux demandés par la commune auront été exécutés.

Lorsqu'une concession est convertie avant son terme en concession de plus longue durée, le concessionnaire règlera le prix de la concession convertie au tarif en vigueur au moment de la demande.

9) Reprise par la commune de terrains concédés

a) Rétrocession d'une concession ou d'une case

Le concessionnaire peut renoncer à ses droits sur la concession au profit de la commune dans les conditions cumulatives suivantes :

- La concession ne doit pas avoir été utilisée, ou bien être rendue libre d'occupation,
- Seul le concessionnaire (ou ses ayants-droits, si le concessionnaire est décédé) peut déposer une demande de rétrocession,
- Pour les concessions ou les cases, la somme initiale versée reste acquise à la commune.

b) Reprise d'une concession en état d'abandon

Une concession ou une case à l'état d'abandon peut être reprise si cet état a été constaté pendant le délai en vigueur suivant l'établissement du procès-verbal d'abandon.

Si une concession a cessé d'être entretenue par le concessionnaire ou ses ayants-droits, la procédure prévue par le code général des collectivités territoriales peut être engagée après expiration d'un délai de trente ans à compter de son attribution et dix ans après la dernière inhumation effectuée dans le terrain concédé sauf lorsque la concession renferme une personne dont l'acte porte la mention « Mort pour la France » ; dans ce cas, celle-ci peut faire l'objet d'une reprise après l'expiration d'un délai de cinquante ans à compter de la date de l'inhumation.

A l'issue de cette procédure, les monuments, caveaux et signes funéraires des concessions reprises deviennent propriété de la commune qui est libre d'en disposer.

Les restes mortels que contiendraient les sépultures et qui n'auraient pas été réclamés par les familles seront recueillis dans un cercueil de dimension appropriée (reliquaire ou boîte d'ossements) et inhumés, avec toute la décence convenable, dans l'ossuaire communal du cimetière ou portés à la crémation.

Une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris seront affectés à de nouvelles sépultures.

c) Reprise d'une concession ou d'une case échue non renouvelée

La reprise d'une concession ou d'une case est possible :

- si le concessionnaire n'a pas demandé le renouvellement de la concession ou de la case dans le délai légal (voir II-8) du présent règlement)
- si le concessionnaire l'ayant demandé n'a pas payé la somme afférente au renouvellement.

Une décision municipale de reprise est portée à la connaissance du public par voie d'affichage sans être individuellement notifiée et fixe la date de reprise et le délai laissé aux familles pour retirer les monuments, caveaux et signes funéraires placés sur ces terrains. Les restes mortels que les sépultures contiendraient et qui n'auraient pas été réclamés par les familles, seront recueillis et déposés à l'ossuaire, avec soin et décence, ou portés à la crémation.

Tout objet funéraire (croix, stèles, pierres tombales, caveaux, ...) placé sur ces sépultures et qui n'auraient pas été récupéré par les familles, devient propriété de la commune.

Une fois libérés de tout corps, les emplacements ainsi repris seront affectés à de nouvelles sépultures.

A défaut de renouvellement d'une concession au columbarium, la commune procèdera au retrait de la ou des urne(s) non réclamée(s) par les familles et à la dispersion des cendres qu'elles contiennent dans le « Jardin du Souvenir ». La conservation des urnes suite à reprise administrative n'est pas obligatoire. Elles peuvent être ensuite détruites, sauf, éventuellement, celles qui auraient un intérêt patrimonial.

III- Règles relatives aux travaux

1) Travaux sur concessions

Toute intervention sur une sépulture (construction ou restauration des ouvrages existants) est soumise à la délivrance d'une autorisation de travaux écrite par l'autorité municipale.

Une demande de travaux signée par le pétitionnaire devra être adressée au moins 3 jours avant la date de commencement des travaux. Elle indiquera :

- Le numéro de la concession,
- Les coordonnées du ou des demandeurs et leur qualité par rapport au concessionnaire,
- Les coordonnées de l'entreprise qui exécutera les travaux
- la nature des travaux et, si besoin, description détaillée des travaux, (plans des ouvrages, matériaux utilisés...)
- la date de début d'intervention et la date d'achèvement des travaux

Avant le commencement des travaux, l'entreprise qui les réalisera devra fournir en mairie le nom de la personne qui interviendra ainsi que le numéro d'immatriculation du véhicule utilisé. L'entrée du cimetière est interdite aux véhicules et engins de plus de 3,5 tonnes.

Les travaux seront exécutés avec célérité et de manière à ne point nuire aux sépultures avoisinantes, ni à compromettre la sécurité publique, ni à entraver la libre circulation des allées, sous la surveillance de l'autorité communale.

A l'achèvement des travaux, l'entreprise chargée des travaux est tenue de nettoyer parfaitement la zone sur laquelle elle est intervenue. Un état des lieux pourra être fait par un représentant de la commune.

Tous dégâts et dommages aux chemins et à l'intérieur du cimetière seront aux frais de l'entreprise exécutant les travaux. Il sera dressé un procès-verbal de toute dégradation survenue aux sépultures avoisinantes. Une copie de ce procès-verbal sera remise au(x) concessionnaire(s) intéressé(s) afin qu'il(s) puisse(nt), s'il(s) le juge(nt) utile, se retourner contre les auteurs du dommage.

Il en sera de même si un monument vient à s'écrouler ou à endommager les sépultures avoisinantes et pour toute modification d'aspect des parties communes (ornières, reste de terre et gravats ...) pour être statué ce que de droit, par les tribunaux compétents.

2) Construction des caveaux

Les monuments, caveaux, tombeaux, signes funéraires, ne doivent pas dépasser les dimensions de la surface concédée, ni empiéter sur les espaces intertombeaux et allées. En outre, les monuments érigés sur les fosses ou caveaux ne devront pas dépasser une hauteur hors-sol de 1,80 mètres. Tout scellement d'une urne sur un monument devra être réalisé de façon fiable de telle sorte que l'urne et les cendres soient protégées en cas d'intempéries ou des risques de violation de sépulture.

3) Entretien des sépultures

Les concessionnaires ou les ayants-droits s'engagent à maintenir l'emplacement qui leur est attribué en bon état d'entretien, les ouvrages en bon état de conservation et de solidité afin que soit respectée la décence du cimetière, la sécurité des personnes et des biens, la salubrité publique ainsi que le bon ordre du cimetière.

A défaut, le maire, s'il le juge nécessaire, peut prescrire, la réparation ou la démolition des monuments funéraires. Dans ce cas, les travaux engagés seront à la charge du concessionnaire ou de ses ayants-droits.

4) Plantations

La plantation de fleurs est autorisée sur les tombes. Par contre, les arbustes et arbres (même miniatures) sont interdits à l'exception de ceux plantés par la commune sur les espaces en dehors des sépultures.

Il convient de veiller à ce que les plantations n'envahissent pas les concessions voisines ou les parties communes.

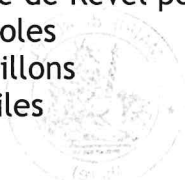
5) Columbarium et cavurnes

La commune de Revel possède trois columbariums, situés dans le nouveau cimetière, dans l'allée des pensées :

- Les mésanges
- Les colombes
- Les rossignols

La commune de Revel possède trois cavurnes, situés dans le nouveau cimetière :

- Les lucioles
- Les papillons
- Les étoiles



Pour l'attribution d'une case ou le dépôt d'une urne ; l'ouverture ou la fermeture d'une case ; le renouvellement, la reprise ou la rétrocession d'une case, se référer strictement au chapitre II.

Il est formellement interdit de graver la plaque de marbre d'une case, celle-ci servant à la fermeture de l'emplacement concédé.

Les inscriptions devront être effectuées sur une plaque funéraire (environ 5 à 6 mm d'épaisseur), à la charge du concessionnaire, et qui sera collée à la colle silicone sur la plaque de marbre de la case. La plaque funéraire ne devra pas dépasser les dimensions de la plaque de marbre.

Des fleurs, plantes, photos, ... ne peuvent être déposées que sur la concession sous réserve que l'espace le permette. Dans le cas contraire, elles devront être fixées sur la plaque funéraire et non sur la plaque de marbre qui referme la case.

IV- Dispositions diverses

1) Le dépositaire

Situé dans l'ancien cimetière, il peut accueillir un défunt pendant une période de six jours, dans un cercueil ordinaire ou bien dans une urne.
Les fleurs ne sont pas autorisées dans le dépositaire.

2) L'ossuaire

Un ossuaire constitue la dernière demeure des défunts qui y reposeront à perpétuité, après une reprise de sépulture du terrain commun ou après une reprise administrative des concessions. Toute inhumation à l'ossuaire est définitive et perpétuelle.

Ne sont autorisés à manipuler l'ossuaire que les professionnels ou agents habilités pour les besoins de gestion.

3) Exécution

Le présent arrêté abroge et remplace les arrêtés antérieurs portant sur le même objet.

Fait à Revel, le 19 juin 2025

Coralie BOURDELAIN
Maire de Revel

The block contains a handwritten signature in blue ink, which appears to be 'C. Bourdelain', written over a circular official stamp. The stamp features the coat of arms of the town of Revel, with the text 'MAIRIE de REVEL' at the top and '(Hérault)' at the bottom.